

Bure : l'instrumentalisation politique de la justice doit cesser

9 mai 2020



L'enquête menée conjointement par Reporterre et Mediapart a révélé la démesure de l'enquête judiciaire contre les antinucléaires de Bure et la vacuité du dossier. Des dizaines d'associations demandent la clôture de cette instruction qui dessert la justice.

Suite aux révélations des journaux Mediapart et Reporterre la semaine dernière, nous - associations, collectifs - appelons à la clôture de l'instruction judiciaire qui criminalise les opposant.e.s au projet CIGEO d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure.

L'enquête judiciaire dure maintenant depuis deux ans mais son dossier reste d'un vide abyssal. Les moyens déployés sont complètement surréalistes : 85.000 écoutes téléphoniques, plus de 29 personnes mises sous surveillance, des logiciels utilisés pour le grand banditisme, une dizaine de militaires mobilisés à plein temps pour alimenter ce dossier qui, s'il comporte 15.000 pages, ne détient finalement aucune preuve tangible à l'encontre des inculpé.e.s.

Il faut voir cette instruction pour ce qu'elle est : une machine de renseignement démesurée, une opération politique qui vise à étouffer la lutte anti-nucléaire.

Cette affaire nous concerne tous et toutes !

Au-delà des atteintes aux libertés fondamentales qu'elle provoque, ce sont aussi nos impôts qui l'alimentent. Un million d'euros a déjà été dépensé. Du jamais vu.

Comme l'ont révélé les journaux Médiapart et Reporterre, plusieurs éléments de cette enquête sont à la limite de la légalité :

- Des prélèvements d'ADN ont été réalisés sans consentement,
- Des IMSI-catchers ont été utilisés : ces appareils sophistiqués ont capté plus d'un millier d'identités téléphoniques de personnes venues simplement en soutien devant le tribunal,
- La cellule de surveillance de Bure a aussi retranscrit des échanges entre les militant·es et leurs avocat.e.s , ce qui est une grave atteinte aux droits de la défense.

Les moyens technologiques, financiers, humains et la méthodologie utilisés sont tels qu'on ne peut croire qu'ils cesseront d'être employés une fois sa clôture. Véritable menace pour toutes nos structures militantes, n'attendons pas davantage, c'est maintenant qu'il faut arrêter cette machine !

Nous appelons, dès maintenant, à la levée des contrôles judiciaires des personnes mises en examen. Deux ans que ces personnes et leurs proches sont comme confinées : "Deux ans d'interdiction de se déplacer librement, d'interdiction de se réunir librement, de s'exprimer librement, de se défendre librement."

Nous savons que cette instruction se soldera par un non lieu.

L'histoire le prouve : la criminalisation des luttes par le dévoiement de la justice et de son code pénal la dessert toujours au final.

Arrêtons la casse !

Clôtons l'enquête et soldons-la par un non lieu, défendons la liberté d'expression, d'opinion et d'association !

- Signataires :

TTAC FRANCE

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

GREENPEACE FRANCE

RÉSEAU SORTIR DU NUCLÉAIRE

ARRÊT DU NUCLÉAIRE

CONFÉDÉRATION PAYSANNE

SOLIDAIRES

LES AMIS DE LA TERRE

GLOBAL CHANCE

RÉSEAU ACTION CLIMAT

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON VIOLENTE (MAN)

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

FONDATION DANIELLE MITTERAND

LA FRANCE INSOUMISE

EUROPE ECOLOGIE LES VERTS

GÉNÉRATION.S

UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE (UCL)

Association Ma Zone Contrôlée

Syndicat SUD Energie Orano D&S

Front Social 54

SUD Energie

FO Sofidel

section SUD PTT PIC lorraine

Sud Ptt 57

Union syndicale Solidaires Moselle

SUD télécom 1ile-de-France

SNUPFEN Solidaires (Syndicat National Unifié des Personnels des Forêts et de l'Espace Naturel)

CGT DALKIA EST

sud poste
Solidaires 37
EODRA
CEDRA 52
ASODEDRA
LES HABITANTS VIGILANTS
Le CRILAN
Coordination antinucléaire du sud-ouest, STOP GOLFECH
STOP nucléaire Drôme Ardèche collectif Arrêt du nucléaire
STOP nucléaire 26-07
Collectif Contre l'Ordre Atomique CCOA (ADN 75)
SORTIR DU NUCLEAIRE BUGEY (SDN BUGEY)
RadiAction
CAN84
Tchernoblaye
sdn72
Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)
Sortir du nucléaire Paris
Collectif antinucléaire Loire Vienne
Théâtre de l'ADN
Collectif antinucléaire des Deux-Sèvres
COORDINATION STOP BUGEY
Collectif « Nous sommes tous des malfaiteurs »
Sortir du Nucléaire 41
Union syndicale SUD-Solidaires 54
collectif STOP EPR NI A PENLY NI AILLEURS
Stop nucléaire 56 Trawalc'h
RHONE-ALPES SANS NUCLEAIRE
Sortir Du Nucléaire Touraine
Sortir Du Nucléaire 27
technologos
SDN38 Sortir du nucléaire Isère
Sortons du nucléaire Moselle
Comité mosellan de soutien à Bure
Collectif NDDL/BURE Tours
SORTIR DU NUCLEAIRE BERRY-GIENNOIS-PUISAYE
CHANG (Collectif halte aux nucléaires Gard)
Arrêt du nucléaire 34 (Hérault)
Sortir du nucléaire Pays nantais
Sortir du nucléaire Paris
VERDUN STOP NUCLEAIRE
Sortir du nucléaire 49
Bien profond
Compagnie NAJE
NDDL 73
Alofa Tuvalu
Collectif lochois contre l'aéroport de NDDL et son monde
Gilet Jaune de Saillans
Plein le Dos
NPA DRÔME ARDÈCHE

Nouveau Parti Anticapitaliste Isère (NPA38)
LFI Meuse
Résistances Vercors insoumis
Europe Ecologie Les Verts Lorraine
EELV Région Savoie
EELV Isère
PCOF 38
Groupe Union Communiste-Libertaire Orléans
Union Communiste Libertaire - Groupe de Nancy
ATTAC BOURG-EN-BRESSE
ATTAC 87
ATTAC MACON
LDH Nancy
MAN pays de Vitré
Amis de la Terre Savoie
Association Chalonnaise pour une Transition Ecologique
Vivre et Agir en Maurienne
FNE - Grand Est
Lorraine Nature Environnement
FNE63
La fraise
GSE (Gresivaudan sud ecologie
Confédération Paysanne des Vosges
Confédération Paysanne Grand Est
Amis de la confédération Paysanne Limousin

Lire aussi : [Voir sur le site Reporterre](#)

- [Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Tous les arguments > Les argumentaires >](#)
- [Adresse de cet article :](https://solidaires.org/Bure-l-instrumentalisation-politique-de-la-justice-doit-cesser)
<https://solidaires.org/Bure-l-instrumentalisation-politique-de-la-justice-doit-cesser>